

employés dans la fonction publique du Canada? Le ministre peut-il dire à la Chambre si on permettra aux postiers de faire les instances qui seront exclues du bill n° C-170 pour être incorporées dans les dispositions de la loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Comme je ne veux pas être responsable de la mort prématurée du ministre, je déclare la question irrecevable.

**L'hon. E. J. Benson (ministre du Revenu national):** Monsieur l'Orateur, je ne meurs pas d'impatience, mais je ferai mon possible.

Quant à la date de la réunion du comité, elle dépend évidemment de la décision de son président et de ses membres. Pour ce qui est de la deuxième partie de la question, à savoir si les postiers pourront faire les instances mentionnées, cette décision dépend aussi du comité mixte de la Chambre et du Sénat. Sauf erreur, toutefois, on permettra à toutes les associations de la Fonction publique de présenter leurs instances à ce comité mixte.

#### LA COLLINE DU PARLEMENT

##### LE PROBLÈME DU STATIONNEMENT

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Raymond Langlois (Mégantic):** Vu l'absence du ministre des Travaux publics, je poserai donc ma question au premier ministre. Elle est en rapport avec une grève imminente des journalistes, des députés, du personnel et des employés de la Chambre des communes et de tous ceux intéressés au stationnement sur la colline parlementaire. Je signale cette question au premier ministre pour prévenir une telle grève. Le premier ministre consentira-t-il à s'occuper des restrictions qui ont été imposées et essayer de trouver une solution équitable et satisfaisante pour tous les intéressés.

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, c'est avec plaisir que j'établirai une commission de conciliation.

**M. R. Gordon L. Fairweather (Royal):** J'aimerais poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le premier ministre tiendra-t-il compte des opinions de beaucoup de personnes qui estiment que les terrains du parlement n'ont jamais eu un aussi bel aspect.

**Le très hon. M. Pearson:** Certainement, monsieur l'Orateur.

[M. Herridge.]

#### QUESTION POSÉE AU CABINET

##### LA PROCLAMATION DU BILL RELATIF À L'ORGANISATION DU GOUVERNEMENT

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au premier ministre? Peut-il nous dire si le bill n° C-178 relatif à l'organisation du gouvernement et qui donnerait de nouveaux titres à des ministres et de nouveaux noms à des ministères a été proclamé? Sinon, peut-il nous dire quand il le sera?

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, il n'a pas été proclamé, mais cela n'a pas entravé la mise en vigueur du projet de loi. Lorsque le gouverneur-général sera de retour à Ottawa sous peu, nous espérons pouvoir faire la proclamation officielle de ce projet de loi. Cela sera dans quelques semaines.

[Français]

#### LA CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE

##### ON DEMANDE SI LA REQUÊTE DU QUÉBEC RELATIVE À L'IMPÔT DES PARTICULIERS SERA ACCORDÉE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Gilles Grégoire (Lapointe):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser à l'honorable ministre des Finances relativement à la prochaine conférence fédérale-provinciale sur la fiscalité.

Le ministre peut-il nous dire s'il a reçu une demande du gouvernement du Québec pour le retour au Québec de 100 p. 100 du produit de l'impôt sur le revenu des particuliers, et le ministre a-t-il l'intention d'accéder à cette demande du gouvernement du Québec?

[Traduction]

**L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances):** Non, monsieur l'Orateur, je n'ai reçu aucune demande de ce genre.

#### LE NORD CANADIEN

##### LE YUKON—LA DÉSIGNATION DU COMMISSAIRE

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. Walter Dinsdale (Brandon-Souris):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre du Nord canadien et des Ressources nationales. Comme le Territoire du Yukon est privé de commissaire depuis juin, le ministre pourrait-il dire à la Chambre quand le nouveau titulaire sera nommé et s'il